



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

Soixante-treizième session  
Point 25 b) de l'ordre du jour

## Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

### Rapport de la Deuxième Commission\*

Rapporteuse : M<sup>me</sup> Anneli Lepp (Estonie)

## I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 25 de l'ordre du jour (voir [A/73/543](#), par. 2). Elle s'est prononcée sur l'alinéa b) à ses 23<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> séances, les 8 et 30 novembre et le 3 décembre 2018. Les débats que la Commission a consacrés à la question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants<sup>1</sup>.

## II. Examen de projets de résolution et de décision

### A. Projets de résolution [A/C.2/73/L.22](#) et [A/C.2/73/L.22/Rev.1](#) et amendements figurant dans le document [A/C.2/73/L.65](#)

2. À la 23<sup>e</sup> séance, le 8 novembre, le représentant de l'Égypte a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Coopération Sud-Sud » ([A/C.2/73/L.22](#)).

3. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 30 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé ([A/C.2/73/L.22/Rev.1](#)), déposé par les auteurs du projet de résolution [A/C.2/73/L.22](#).

4. À la même séance, le représentant de l'Autriche, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne, a fait une

\* Le rapport de la Commission sur cette question est publié en trois parties, sous les cotes [A/73/543](#), [A/73/543/Add.1](#) et [A/73/543/Add.2](#).

<sup>1</sup> Voir [A/C.2/73/SR.23](#), [A/C.2/73/SR.26](#) et [A/C.2/73/SR.27](#).



déclaration et présenté les propositions d'amendements au projet de résolution [A/C.2/73/L.22/Rev.1](#) figurant dans le document [A/C.2/73/L.65](#)<sup>2</sup>.

5. À la même séance également, la Commission a été informée que les propositions d'amendements n'avaient pas d'incidences sur le budget-programme.

6. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a rejeté les propositions d'amendements figurant dans le document [A/C.2/73/L.65](#) par 110 voix contre 45, avec 11 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchèque et Ukraine.

*Ont voté contre :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Soudan du Sud, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

*Se sont abstenus :*

Îles Salomon, Islande, Liechtenstein, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka, Suisse et Turquie.

7. Toujours à la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution [A/C.2/73/L.22/Rev.1](#) n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

8. Toujours à la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.2/73/L.22/Rev.1](#) (voir par. 12).

---

<sup>2</sup> Voir [A/C.2/73/SR.26](#).

**B. Projet de décision [A/C.2/73/L.54](#)**

9. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 3 décembre, la Commission était saisie d'un projet de décision intitulé « Projet de règlement intérieur et ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud » ([A/C.2/73/L.54](#)), déposé par sa Rapporteuse, M<sup>me</sup> Anneli Lepp (Estonie).

10. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de décision n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

11. À la même séance également, la Commission a adopté le projet de décision [A/C.2/73/L.54](#) (voir par. 13).

### III. Recommandations de la Deuxième Commission

12. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Coopération Sud-Sud

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [64/222](#) du 21 décembre 2009, dans laquelle elle a fait sien le document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud,

*Réaffirmant également* les dispositions de sa résolution [33/134](#) du 19 décembre 1978, dans laquelle elle a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement<sup>1</sup>,

*Rappelant* ses résolutions [57/270 B](#) du 23 juin 2003, [60/212](#) du 22 décembre 2005, [62/209](#) du 19 décembre 2007, [63/233](#) du 19 décembre 2008, [64/1](#) du 6 octobre 2009, [66/219](#) du 22 décembre 2011, [67/227](#) du 21 décembre 2012, [68/230](#) du 20 décembre 2013, [69/239](#) du 19 décembre 2014, [70/222](#) du 22 décembre 2015, [71/244](#) du 21 décembre 2016 et [72/237](#) du 20 décembre 2017,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [71/318](#) du 28 août 2017, sur les modalités de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud,

*Réaffirmant également* les dispositions de sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée et en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

*Réaffirmant en outre* les dispositions de sa résolution [69/313](#) du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

*Rappelant* les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et les textes issus des grandes conférences et sommets des Nations Unies

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

concernant les domaines économique et social et les domaines connexes, et prenant note du Programme d'action de La Havane adopté lors du premier Sommet du Sud<sup>2</sup>, du Cadre de Marrakech pour la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud<sup>3</sup> et du Plan d'action de Doha adopté lors du deuxième Sommet du Sud<sup>4</sup>,

*Se félicitant* de l'adoption de l'Accord de Paris<sup>5</sup> et son entrée en vigueur rapide, encourageant toutes les parties à l'appliquer dans son intégralité et engageant les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>6</sup> qui ne l'ont pas encore fait à déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon qu'il conviendra,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution 71/243 du 21 décembre 2016 concernant l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, notamment les orientations générales et les principes qui y sont énoncés, ainsi que les dispositions de sa résolution 72/279 du 31 mai 2018 sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies,

*Réitérant* l'engagement de ne laisser personne de côté, réaffirmant qu'elle considère que la dignité de la personne humaine est fondamentale et qu'elle souhaite que les objectifs et cibles se concrétisent au profit de toutes les nations, tous les peuples et toutes les composantes de la société, et s'engageant de nouveau à s'efforcer d'aider les plus défavorisés en premier,

*S'engageant de nouveau* à faire en sorte qu'aucun pays ne soit oublié et que nul ne soit laissé pour compte et à faire porter son action sur les domaines dans lesquels les obstacles sont les plus nombreux, notamment en veillant à inclure et à faire participer les plus défavorisés,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud<sup>7</sup> ;

2. *Prend note également* du rapport établi par le Corps commun d'inspection sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies<sup>8</sup> ainsi que du rapport sur l'état d'avancement des recommandations figurant dans ledit rapport<sup>9</sup> ;

3. *Considère* qu'il faut renforcer et redynamiser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et se félicite de l'organisation de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui aura lieu à Buenos Aires du 20 au 22 mars 2019 ;

4. *Demande* aux organismes compétents des Nations Unies, agissant dans les limites de leur mandat et de leurs moyens respectifs, de veiller à ne laisser personne de côté et à n'oublier aucun pays lors de l'application de la présente résolution ;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatorzième session, au titre de la question intitulée « Activités opérationnelles de développement », la question subsidiaire intitulée « Coopération Sud-Sud pour le

<sup>2</sup> A/55/74, annexe II.

<sup>3</sup> A/58/683, annexe II.

<sup>4</sup> A/60/111, annexe II.

<sup>5</sup> Conclu au titre de la CCNUCC et paru sous la cote FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21.

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

<sup>7</sup> A/73/321.

<sup>8</sup> A/66/717.

<sup>9</sup> A/73/311/Add.1.

développement », et prie le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quatorzième session un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud.

13. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

**Projet de règlement intérieur et ordre du jour provisoire  
de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies  
sur la coopération Sud-Sud**

L'Assemblée générale prend acte de la note du Secrétaire général sur l'organisation des travaux de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud<sup>1</sup> et décide de recommander à la Conférence d'adopter le projet de règlement intérieur et l'ordre du jour provisoire de la Conférence figurant respectivement dans les annexes I et II de la note.

---

<sup>1</sup> [A/73/376](#).